

On semble plus ou moins convenir qu'il serait vain de poursuivre le débat. En outre, le gouvernement estime qu'il conviendrait, à la fois pour faciliter l'élaboration des travaux de la Chambre à la prochaine session, dans l'intérêt des députés et dans celui du personnel de la Chambre, que la clôture soit décidée pour cette tranche-ci de la session. Néanmoins, le gouvernement juge aussi que les délibérations des deux dernières semaines devraient permettre désormais de mieux organiser les travaux de la Chambre, même s'il est encore impossible d'incorporer au Règlement les modifications que j'ai proposées et qui ont été rejetées.

A notre avis, s'il est souhaitable de modifier le Règlement plus tard, ces modifications pourront alors être apportées. Dans l'intervalle, nous estimons que la Chambre doit faire progresser les travaux et prendre une décision au sujet du troisième rapport du comité permanent de la procédure et de l'organisation.

Voilà pourquoi, monsieur l'Orateur, je voudrais donner avis, en vertu de l'article 33 du Règlement, qu'à la prochaine séance de la Chambre...

**Des voix:** C'est honteux!

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Macdonald:** ...immédiatement avant l'appel de l'ordre du jour portant reprise du débat sur la motion «que le troisième rapport du comité permanent de la procédure et de l'organisation soit adopté» et sur tout amendement ou sous-amendement en découlant, je proposerai que ledit débat ne soit plus ajourné.

**Des voix:** Quelle honte!

**L'hon. M. Macdonald:** Ainsi, monsieur l'Orateur, nous espérons mettre fin au débat et avoir l'occasion de repenser le Règlement. Je le répète, si plus tard on juge souhaitable de modifier le Règlement, nous aurions alors la possibilité de le faire.

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Monsieur l'Orateur, sachant que les contre-propositions très raisonnables de ce côté-ci de la Chambre seraient rejetées, le président du Conseil privé (M. Macdonald) a évidemment préparé ce qu'il voulait dire aujourd'hui, ce qui était d'ailleurs son droit.

**Des voix:** Quelle honte!

**M. Baldwin:** Il est regrettable, monsieur l'Orateur, que les négociations ne se soient pas déroulées plus tôt, là où elles auraient dû avoir lieu, au comité permanent de la procédure et de l'organisation. L'échange d'arguments entre hommes sensés aurait pu y être complet et les résultats auraient été présentés à la Chambre par le comité comme l'effort collectif de tous les partis et non pas dans la déclaration cavalière d'un gouvernement qui veut dominer la Chambre.

Après avoir écouté les propositions du président du Conseil privé, nous avons soumis des solutions de rechange, conformes à la pensée de notre parti depuis l'ouverture du débat, et que l'on peut retrouver en substance dans la discussion de décembre dernier sur l'article proposé 16A du Règlement. Nous avons dit que, pour une assemblée législative, une telle mesure n'était ni appropriée ni souhaitable. On ne doit pas fixer d'avance la durée des débats lorsqu'il s'agit d'importantes questions nationales. Nous n'avons pas varié là-dessus.

Nous, de l'opposition officielle, avons dit au gouvernement, et le chef de notre parti l'a exprimé en termes très clairs à l'intérieur et à l'extérieur de la Chambre, que les projets d'articles 75A et 75B du Règlement et l'article 33 actuel traitant de la clôture et sujet à révision, pourraient être adaptés aux nouvelles modalités de l'étape du rapport, introduite l'an dernier au cours du débat. C'était une idée raisonnable et sensée, émise à la Chambre et à l'extérieur. Mais le gouvernement l'a alors rejetée, et la rejette encore aujourd'hui.

• (5.10 p.m.)

Nous étions disposés à d'autres concessions. Nous avons même dit, dès le départ, qu'il y avait lieu de fixer un certain nombre de jours de séance à consacrer au débat sur une question, de la deuxième lecture jusqu'à la mise aux voix à la troisième lecture. C'est ce qui importe. Telle est la moëlle et l'essence d'une opposition déterminée, qui a le droit de veiller à ce que le pays soit informé des mesures qui, à son avis, sont inacceptables, afin que l'opinion publique puisse se rallier dans tout le pays et exercer des pressions sur le gouvernement. Nous avons donc fixé un minimum de 30 jours.

**L'hon. M. Pepin:** ... pour atteindre la lune.